

Un Nobel salulaire

Le prix Nobel de la paix 2015 a été attribué au quartette du dialogue national en Tunisie «pour sa contribution décisive à la construction d'une démocratie pluraliste en Tunisie dans le sillage de la révolution de jasmin de 2011», selon Kaci Kullmann Five, présidente du comité Nobel.

Il s'agit du quartette formé, à l'été 2013, de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, syndicat historique en Tunisie, fer de lance pour son indépendance et acteur conséquent de la justice sociale), de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (l'organisation patronale du pays), de la Ligue des droits de l'Homme et de l'Ordre des avocats, pour entamer un long et difficile «dialogue national» destiné à sortir de la paralysie institutionnelle à laquelle avaient abouti les élections gagnées par les islamistes d'Ennahda.

«Le quartette a établi un processus politique alternatif et pacifique à un moment où le pays était au bord de la guerre civile, souligne le comité Nobel. Il était donc essentiel pour permettre à la Tunisie d'établir en l'espace de quelques années un système constitutionnel garantissant les droits fondamentaux de toute la population, sans distinction de sexe, de conviction politique ou de croyance religieuse.»

Dans une chronique plutôt prémonitoire, parue ici même il y a plus d'un an, nous rendions hommage à l'expérience tunisienne en matière de dialogue, sous le gouvernement Mehdi Jomaa, dit de «technocrates», pour avoir fait prévaloir des «légitimités consensuelles», dont peut se prévaloir aujourd'hui le quartette, sur les «légitimités électorales» propres aux partis politiques et à l'Assemblée constituante^(*).

Le Comité Nobel a certainement apprécié la démarche consensuelle du quartette qui a associé à son initiative 21 partis ; chacun de ces partis étant représenté par un seul délégué quel que soit son poids électoral, avec pour objectif une feuille de route tracée avec trois pistes : exécutive, constitutionnelle, électorale.

L'hommage rendu à l'expérience n'en fait pas un modèle alternatif à la

justice transitionnelle, habituellement prise en exemple dans le sillage de l'Afrique du Sud et ne la rend pas indemne de toute critique.

Scott Williamson, chercheur en sciences politiques de l'Université de Stanford, publiait le 22 septembre dernier un témoignage tiré d'entretiens directs avec les acteurs tunisiens du dialogue en question qui laisse perplexe tout observateur de la scène tunisienne : «La justice transitionnelle bat de l'aile en Tunisie.»^(**)

Il en veut pour preuve une proposition de la présidence tunisienne d'examiner les affaires de corruption en dehors du cadre de la Commission vérité et dignité, décision qui, si elle venait à se concrétiser, entraverait la capacité de cette instance à mettre en œuvre la justice transitionnelle.

Il revient à la dernière semaine du mois d'août dernier pour dater «la tempête» qui a secoué la Commission vérité et dignité –à laquelle revient la lourde charge de mettre en œuvre une justice transitionnelle dont il est attendu qu'elle fasse la lumière sur les violations des droits de l'Homme commises entre juillet 1955 et décembre 2013 – lorsqu'un de ses membres Zoheir Makhoul a fait parvenir à l'institution parlementaire une lettre pour confondre de corruption d'autres membres de l'instance du dialogue.

Cette perturbation interne n'est que le dernier épisode dans un processus complexe de mise en œuvre de la loi portant justice transitionnelle qui avait pourtant reçu bon accueil auprès des activistes locaux et étrangers. Rappelons au passage que le Nobel prend résolument partie pour la cause des «droits de l'homme» initiateurs du kit de la réconciliation nationale puisqu'il a été décerné à la Commission sud-africaine du même nom. La Commission elle-même est derrière certains des dommages qui lui sont infligés et le dernier incident en date n'est pas pour apaiser la colère des militants de la justice transitionnelle. Trois membres, sur les quinze qui la composent, ont démissionné et pas un seul n'a été remplacé.

L'auteur du témoignage évoque les

difficultés de l'instance à travailler en «équipe efficace», parce que sa présidente a fini par constituer un pôle particulier en son sein avec pour travers «un style hostile et hégémonique», en rupture avec l'opinion publique.

Les activités de la Commission ont été, depuis le début, entravées par l'intense polarisation entre le gouvernement de la troïka – conduit par Ennahda – et ses rivaux. La sympathie populaire pour une justice transitionnelle n'a pas empêché Ennahda de retarder l'adoption d'une loi sur la question, de peur d'aliéner les principales institutions publiques. La loi a finalement vu le jour en décembre 2013, à un moment de reflux du mouvement populaire, fortement marquée du sceau islamiste dans le choix de ses membres. La démarche d'Ennahda vise à rassurer les nombreux «résidus» de l'ancien régime effrayés par une justice transitionnelle qui les confondrait pour leurs crimes passés, ainsi que des voix critiques craignant une exagération des exactions passées pour occulter des questions plus importantes : «L'élection du président Béji Caïd Essebsi en décembre 2014 et la formation d'un gouvernement de coalition entre Nidaa Tounès et Ennahda a donné de la voix à l'opposition et isolé politiquement la Commission. Nidaa Tounès qui compte de nombreux fonctionnaires de l'ancien régime dans ses rangs, a commencé par Essebsi lui-même, est sceptique à l'endroit de la justice transitionnelle. Il s'en est suivi des difficultés pour la Commission à gérer ses relations avec le Parlement, la présidence, Ennahda et les forces de sécurité au cours des derniers mois, difficultés qui ont débouché sur des retards budgétaires, des restrictions d'accès aux archives et des pressions politiques sur les membres de la Commission», écrit encore l'auteur de l'étude. Le débat sur la justice transitionnelle a gagné en intensité en juillet dernier lorsque le gouvernement a dévoilé un projet de loi portant réconciliation/amnistie pour les citoyens poursuivis pour corruption et autres crimes financiers. Le nouveau texte met en place, sous l'autorité présidentielle,



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

une nouvelle commission chargée d'examiner les cas des personnes incriminées dans le but de parvenir à des accords avec les hommes d'affaires portant restitution des fonds détournés en échange d'une amnistie. Les auteurs du projet soutiennent que la démarche est complète et n'ampute pas le processus de justice transitionnelle et n'a pas d'autre objectif que celui de relancer une économie moribonde en attirant de nouveaux investisseurs. La présidente de la Commission n'entend pas les choses de la même oreille, attribuant à la corruption «un rôle axial» sous Ben Ali, phénomène qu'elle juge très fréquemment lié aux autres violations des droits de l'Homme. Elle est confortée dans sa vision par des organisations de la société civile, dont l'UGTT, et des partis politiques opposés à la proposition de loi. Dans ce contexte particulier, le prix Nobel arrive vraiment à point pour relancer un processus de plus en plus contrarié.

A. B.

(*) Notre chronique du 15 juillet 2014 : «Dialogue en Tunisie».

(**) Scott Williamson, *Transitional Justice Falters in Tunisia*, 22 septembre 2015, disponible sur : <http://carnegieendowment.org/sada/>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Vengeance pur sucre !

Le FLN appelle à la révision de la loi électorale. Pour une fois que Ammar va...

... Réviser !

Et les nouvelles raffineries de sucre qui devraient incessamment sous peu tout à coup casser le «monopole» de Cevital sur ce produit, elles étaient aussi prévues depuis plus de 25 ans, comme pour les réformes du DRS, dans un cadre concerté de restructuration et d'efficacité, hein ? Réfléchissez un peu avant de répondre trop rapidement. Peut-être que ces raffineries avaient déjà été programmées du temps des frères Barberousse ? Ou même avant, à l'époque des rois numides ! Ah ! Ce sucre soudain devenu en 2015 l'urgence des urgences qu'il faille lancer tous poils dehors des unités en vrac, des raffineries à chaque coin de rue et de ck'kara. Comme par hasard, ce hasard coquin qui a vu Rebrab jeté en pâture à la vindicte, livré à l'opinion comme un vulgaire trafiquant, un petit «évasionniste fiscal». L'Etat civil ? Mon œil ! L'Etat des règlements de comptes, oui ! Comme en 1962. Comme avant 1962. Et il est là précisément le problème, le nœud. L'état d'esprit «liquidatif», celui qui est arrivé, juché sur les chars de l'armée de l'extérieur, celui qui a conduit aux

purges successives est tout entier aujourd'hui, reproduit grâce à l'ADN tenace, persistant de l'un de ses architectes, Abdekka. La culture de la vengeance. Le mental de l'humiliation qui répond du tac au tac, ou avec un léger différé tactique, au refus d'asservissement, voire d'allégeance électorale. Tu n'es pas avec moi, tu es donc contre moi ! Et je t'écrase-rai. Combien d'opposants postindépendance toute fraîche en ont été les victimes, rayés de la carte algérienne par le clan ? Le clan d'Oujda ! Cette doctrine de cour des miracles, de la force qui survit en dévorant le reste, les restes de la société, est entière posée en gouvernance aujourd'hui. Avec d'autres moyens, bien sûr. D'autres logiciels mis à jour. Rebrab a parlé ? A trop parlé selon les ingénieurs du son du Palais ? Alors, il doit payer. L'addition est là, présentée dans toute sa mesquinerie : des raffineries de sucre qui, paraît-il, vont pousser comme des champignons. Bel exemple de modèle de développement «réfléchi» de notre industrie. Superbe illustration de ce que peuvent faire des aigris avec le sort de toute une nation. Bâtir sur les rancunes. Condamner le pays à une «industrie biliaire» ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.